

SYSTÈME DE VEILLE SANITAIRE ET ÉPIDÉMIOLOGIQUE

L'Algérie est à la traîne

Le système algérien de veille et de surveillance contre toutes formes de menaces sanitaires et épidémiologiques doit être repensé à la lumière des avancées techniques et conceptuelles actuellement en cours dans le monde.

Le constat a été fait par des spécialistes en épidémiologie qui ont pris part aux 17^{es} Journées médicochirurgicales organisées hier et aujourd'hui au CHU de Tizi Ouzou. «Il faut réformer ce qui existe en matière de réglementation, d'organisation et de formation», préconisera le P^r Graba. «Il est temps de se mettre au diapason de ce qui se fait dans le monde. On est à la traîne», ajoutera-t-il encore, lors de son intervention en tant que modérateur de la séance matinale de ces journées scientifiques, qui «s'inscrivent dans le cadre de la continuité des programmes de formation et qui traitent des problèmes de santé publique et, notamment, des infections nosocomiales», dira le P^r Ziri, directeur général du CHU de Tizi Ouzou. «L'introduction de nouvelles molécules dans la prise en charge de ces infections et la mise en place d'un dispositif préventif dont l'intérêt est d'écourter

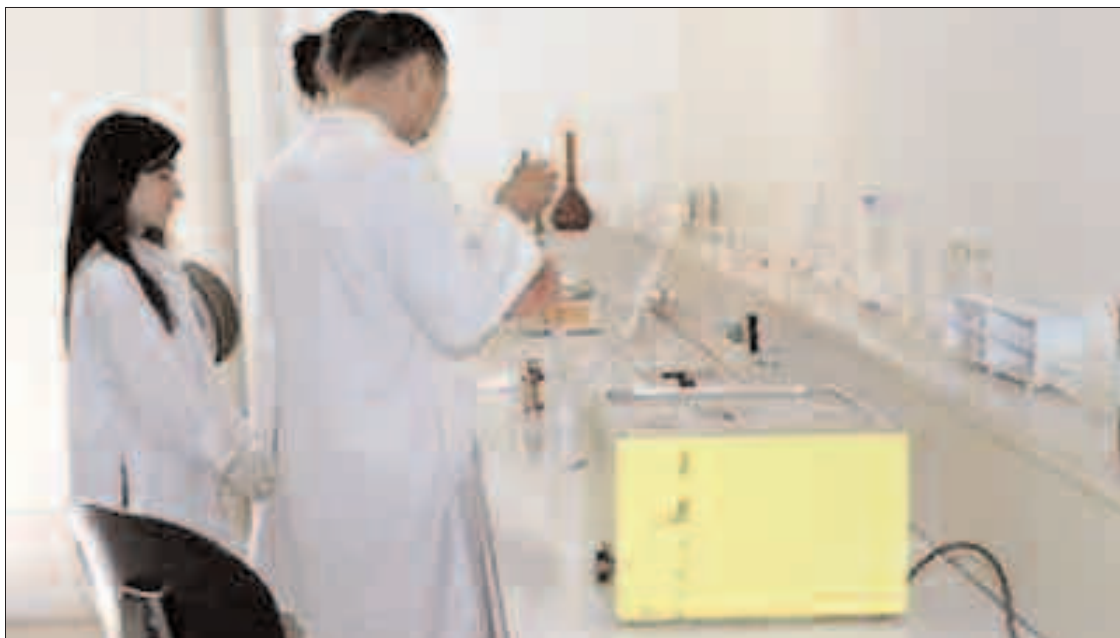


Photo : DR

le séjour du malade et surtout de réduire le coût d'hospitalisation», ajoutera encore le même responsable qui fera un focus sur la politique de développement du CHU Nédir-Mohamed.

La stratégie est basée essentiellement sur la normalisation des structures et la mise en place de différentes technologies de pointe et de nombreux services et unités de soins spécialisés, selon le même orateur. Pour sa part, S. Chougrani, un spécialiste de l'établissement hospitalo-universitaire d'Oran, aborde-

ra dans son exposé inaugural les bouleversements et les ruptures connus par le concept de la surveillance épidémiologique, se demandant où se situe l'Algérie par rapport à ces évolutions et aux avancées actuelles dans le domaine. Pour ce spécialiste, des progrès énormes attendent l'Algérie dont le système est basé sur la déclaration obligatoire des maladies. Ce procédé de recueil des données basé sur un arrêté ministériel datant de 1990 et qui demande à être actualisé est dépassé, estimera S. Chou-

grani car «conçu pour une problématique des années avant et juste après 1991». Les menaces sanitaires de l'époque n'impliquent ni les mêmes retombées, ni les mêmes réactions préventives de la part de quelques pays de la même région géographique seulement, selon S. Chougrani.

Aujourd'hui, les menaces et les risques sanitaires ont connu une évolution exponentielle en rapport avec le mouvement des personnes et des biens à travers le monde, fera observer le conférencier, illustrant son propos par

les épisodes sanitaires observés il y a quelque temps et liés au SRAS, à la pandémie du H1N1.

La menace peut venir de nos frontières sud et sud-est qui connaissent un mouvement important des personnes venant de certains pays limitrophes où persistent des foyers de maladies infectieuses et transmissibles, s'alarmera encore l'orateur qui se demande quelles sont les mesures prises par l'Algérie dans le cadre de ses engagements vis-à-vis de la région OMS-Afro en matière de mise en place de l'Observatoire national de la santé ou encore en matière de gestion des connaissances.

Quel est le sort réservé aux projets et tentatives de réforme des systèmes d'information ? se demandera encore S. Chougrani. Plaidant pour la mise en place d'un Institut de veille sanitaire dont le recueil et la validation des informations permettra aux décideurs de réagir et d'élaborer des stratégies de lutte, le D^r Bengouina du CHU Mustapha-Pacha (Alger) fera le constat illustré par de nombreux cas, que les leçons n'ont pas été tirées des erreurs de gestion de certaines épidémies survenues à travers certaines régions du pays.

S. A. M.

VULNÉRABILITÉ ET QUALITÉ DE LA PRISE EN CHARGE

Le sida en débat à Oran

Depuis hier et pour deux jours, se tiennent à l'EHU d'Oran des journées thématiques internationales sur le sida intitulées «Vulnérabilité et qualité de prise en charge», auxquelles participent des représentants du mouvement associatif étranger et algérien impliqués dans la lutte contre le sida et la prévention.

Des médecins et des représentants d'organismes onusiens et étatiques viennent compléter ce parterre de participants pour montrer les multiples facettes de la lutte contre le sida : aspect médical, certes, mais aussi et surtout social, économique, et psychologique.

Sans donner des chiffres sur la progression du sida dans le monde, les orateurs notamment le représentant de l'Onusida Algérie révélera que la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord) est la seule dans le monde à connaître une progression de la maladie alors qu'ailleurs dans le monde, la tendance est à la baisse.

Ces dix dernières années, le nombre d'infection au VIH a baissé de 20%. Même si pour la zone MENA, l'incidence est variable d'un pays à l'autre, le Maghreb

ayant une incidence de 0,1%, d'autres pays d'Afrique de l'Est ou du Golfe ne sont pas dans cette situation.

En Algérie plus particulièrement l'incidence du VIH sida est relativement faible chez la population générale mais l'évaluation est tout autre chez ce qu'on appelle les populations à risque où le taux de prévalence avoisine les 10 à 13%. Ce qui fait réagir les associations qui travaillent afin que la prévention et le dépistage deviennent une priorité. Et à l'un des intervenants de déclarer : «La prise en charge des malades et des séropositifs est en soi une remise en cause de la société, car c'est parler de sexualité et de pratiques sexuelles qui sont identiques dans le monde et que l'on soit de culture musulmane n'apporte pas de différence.»

Le seul argument évoqué par le président d'Aides France, qui répondait à une question d'un imam dont plusieurs partici-



Photo : DR

pent à ces deux journées, est relatif au nombre de cas faible dans les pays dits musulmans : «Les études montrent que les mêmes pratiques, les mêmes pourcentages existent indépendamment de la religion. L'un des rares facteurs peut-être qui est à prendre en compte, c'est la pratique

de la circoncision qui a un effet mécanique de protection plus importante contre le virus.»

La question de la disponibilité des traitements anti-rétroviraux pris par les séropositifs a été aussi abordée, notamment sous l'angle des besoins en ressources pour financer les programmes mondiaux de lutte contre le sida. En effet, la crise économique et la récession dans les pays développés risquent de provoquer une baisse des ressources financières. D'ailleurs déjà pour cette année l'Onusida enregistre une baisse de financement qui va être préjudiciable pour les pays pauvres là où les malades et les séropositifs sont les plus nombreux. Aujourd'hui, les débats doivent se poursuivre au sein de différents ateliers avec comme support les expériences d'action dans des pays comme le Maroc et la Tunisie.

Fayçal M.

LE 7^e SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE S'OUVRE CE LUNDI

Le partenariat algéro-marocain à l'honneur

Le partenariat algéro-marocain dans le domaine agricole sera à l'honneur de la septième édition du Salon international de l'agriculture (Agroexpo Filaha) qui s'ouvre lundi prochain au palais des Expositions (Pins Maritimes à Alger). Invité d'honneur, de manière inédite, le Maroc sera présent au salon professionnel Agroexpo et sur 700 m² avec 30 sociétés de production agricole et agroalimentaire qui exposeront jusqu'au 24 novembre.

En outre, une délégation de 150 professionnels du secteur agricole marocain, menée par le ministre de l'Agriculture et de la Pêche maritime, Aziz Akhannouch, sera présente à l'inauguration de ce salon en compagnie du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Rachid Benaïssa.

C'est un salon destiné à promouvoir la coopération bilatérale, voire maghrébine, la synergie interprofessionnelle mais aussi à confronter les

deux expériences en matière de renouveau agricole et rural. Il s'agira justement, lors du salon qu'organisent la Fondation Filaha Innove-Expovet et la Société algérienne des foires et exportations (SAFEX) et divers forums interprofessionnels de filières et services, de vulgariser la dynamique algérienne dans ce domaine. Et concernant notamment l'intensification de la production nationale, le développement de la régulation et l'organisation

de l'interprofession, dans le contexte de la consolidation de la sécurité alimentaire, la réduction de la facture d'importation et l'amélioration des capacités d'export. Sur 12 000 m², 200 exposants, tant nationaux (Cevital, Sim, le groupe Benamor...) qu'étrangers, venant de 18 pays dont, outre le Maroc, l'Espagne, Chypre, la Chine et trois pays sud-américains, seront présents à cette manifestation.

Chérif Bennaceur

AVIS DE DÉCÈS

La famille Chenoun a la douleur de faire part du décès de

CHENOUN AMRANE

à l'âge de 80 ans.

L'enterrement aura lieu aujourd'hui jeudi 17 novembre 2011 au village Aït-Berdjal, Ouadhias.